

Attaque rebelle au Burundi: quatre journalistes maintenus en détention

@rib News, 01/11/2019 Source AFP Quatre journalistes burundais et leur chauffeur, arrêtés alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de la RDC voisine le 22 octobre, ont été maintenus en détention jeudi, a annoncé le procureur général burundais dans un communiqué dont l'AFP a pris connaissance vendredi.

"Le parquet général de la République voudrait affirmer ici que ces gens n'ont pas été appréhendés parce qu'ils sont journalistes, mais (en raison des) faits qui leur sont reprochés", a indiqué le procureur général de la République Sylvestre Nyandwi dans ce communiqué diffusé jeudi soir. Ces "journalistes ont été appréhendés sur la colline où se déroulent les affrontements et les faits à la disposition du ministère public montrent qu'ils pourraient avoir eu l'avance des informations" sur cette attaque, a-t-il accusé. Le tribunal de Bubanza (ouest) "vient de décider (le) maintien en détention préventive" des cinq personnes, poursuivies pour "complicité d'atteinte à la sécurité de l'Etat", a-t-il ajouté. Les journalistes travaillent pour Iwacu, l'un des derniers médias indépendants du Burundi. Ils ont été arrêtés dans la province de Bubanza. Au moins 14 rebelles du groupe burundais RED-Tabara, basé dans l'est de la RDC, ont été tués lors de cette attaque, la première depuis 2017, selon la police burundaise. De son côté, le mouvement rebelle a affirmé avoir tué une dizaine de membres des forces de défense et de sécurité. Reporters sans frontières, qui souligne que les journalistes ne faisaient que leur travail, et Human Rights Watch ont demandé leur libération. Les organisations de protection des journalistes et de défense de droits de l'homme estiment qu'il s'agit d'un signal fort lancé aux médias qui opèrent encore au Burundi moins de sept mois des élections générales de 2020. Le Burundi occupe la 159e place du classement de la liberté de la presse établi par RSF, alors qu'il était considéré avant le début de la crise en 2015 comme un des rares Etats de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépendante. Le Burundi traverse une crise meurtrière déclenchée par l'annonce en avril 2015 de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année. La prochaine élection présidentielle est prévue en 2020.